

L'APPEL DE PIERRE MENDÈS FRANCE

Il nous faut devancer la guerre civile

Nous publions ci-dessous des extraits de la conférence de presse donnée par Pierre Mendès France, lundi dernier, 25 septembre, à la salle des Ingénieurs civils.

Comme l'avait fait le Bureau National du P.S.U. dans la déclaration dont on trouvera le texte en page 3, Pierre Mendès France a voulu lancer un cri d'alarme et appeler l'opinion à se ressaisir devant la grave crise provoquée par les échecs d'un régime qui fait reposer sur la volonté d'un seul homme le sort de toute la collectivité nationale. « Un homme, quel que soit son passé et son prestige ne tient pas lieu d'État à lui seul »...

Se défendant d'entrer dès maintenant dans le détail des procédures et dans l'exposé d'un programme, Pierre Mendès France a surtout mis l'accent sur la nécessité et l'urgence d'un réveil populaire.

Depuis la déclaration qu'il a publiée le 23 septembre, le Bureau National du P.S.U. avait une fois de plus, — idée qui n'est pas nouvelle pour nos militants —, souhaité la constitution d'une grande force populaire avec les syndicats ouvriers, les organisations paysannes, les mouvements de jeunesse et d'étudiants, les partis politiques décidés, — non seulement à s'opposer à toute nouvelle tentative de coup de force, — mais aussi à renverser le régime gaulliste.

Pour que ce rassemblement se fasse, il faut en premier lieu que l'opinion prenne conscience du danger. Tel était l'objectif essentiel de la conférence de presse de Pierre Mendès France.

Mais il faut aussi, pour que ce rassemblement soit cohérent et fort, que les partis et les organisations prennent des contacts, déterminent ensemble les

alliances qui peuvent être nouées, et, plus encore, sur quel programme constructif un accord peut être réalisé.

LA menace qui commence à se profiler à notre horizon, c'est la menace de la guerre civile. Cela se place sur un tout autre plan que les péripéties dont les aficionados ont beaucoup parlé ces temps-ci, les réunions épisodiques d'une Assemblée qui n'a aucun pouvoir et qui le sait, des motions de censure qui n'ont pas l'ombre d'une chance d'être adoptées, les menaces de la dissolution dont chacun sait qu'elles ne seront pas suivies d'effet, l'abrogation de l'Article < >, les doctes discussions doctrinales sur le sens de telle ou telle disposition de la Constitution alors qu'un seul homme a le monopole de son interprétation ! Il est vraiment impossible de se passionner pour cela, et l'opinion ne s'y trompe pas. C'est même le caractère factice de ces petits jeux presque innocents qui pousse tant de gens à chercher d'autres moyens de se faire entendre...

... C'est le vide institutionnel que cherchent à remplir les hommes du plastic qui croient ainsi poser leur candidature ! Ils se sont convaincus que la gravité même des enjeux leur fait un devoir d'utiliser n'importe quel moyen, et que la force et la violence peuvent et doivent être mises au service des causes et des buts qui leur paraissent conformes à l'intérêt du pays, tel qu'ils le conçoivent.

On fourbit les armes

Sincèrement persuadés qu'ils sont

avant tout des patriotes, ils proclament que la fin justifie les moyens, qu'ils poursuivront leurs objectifs contre vent et marée et que rien ne les arrêtera. Ils entendent dans une première étape paralyser le pouvoir, — et ils y parviennent assez bien ; et dans une seconde étape, le remplacer par un autre qui adoptera leur politique aussi bien en Algérie que dans la métropole — et là, s'il le faut, contre la volonté de la majorité.

Ainsi, l'avenir semblerait livré aux colonels heureux qui se trouveraient à un certain moment du bon côté de la mitrailleuse ! Chacun des comploteurs — car ils pullulent — croit avoir sa chance. Chacun fourbit ses armes.

Peut-être n'iront-ils pas jusqu'au bout des projets qu'ils publient, mais ils créent de telles tensions, de tels désordres, ils peuvent amener un tel chaos qu'on verra quelque jour proposer avec ou sans de Gaulle soit l'intervention ouverte de l'armée pour exercer ce qu'on appelle « son arbitrage », soit une prétendue union nationale pour persister dans les ornières — et tout d'abord celle de la guerre d'Algérie —, prétendue union nationale qui couvrirait en réalité la toute puissance de la fraction activiste de l'armée... »

Pierre Mendès France oppose alors aux illusions des activistes la volonté et la capacité de résistance du peuple français :

« ... Que les ultras ne se méprennent donc pas sur le silence actuel du pays et qu'ils ne fondent pas sur lui trop d'illusions et trop d'espoirs ! Déjà les grandes Centrales syndicales ont été d'accord pour annoncer qu'en face d'une tentative fasciste, la grève générale serait proclamée. — Je le sais — parfois on est sceptique à ce sujet. La grève générale, on n'y croit pas. On a tort, car nous avons tous vu — par exemple en août 1953 — dans un moment où vraiment personne ne s'y attendait ce que peuvent être l'ampleur et la soudaineté des réactions ouvrières. En cas de danger fasciste précis, on verrait bien vite la classe ouvrière, la jeunesse, tous ceux qui en ont assez de la guerre

d'Algérie, tous ceux qu'excèdent les agitations persistantes, les complots et les attentats, se dresser ensemble pour s'y opposer, même s'ils paraissent pour le moment mal organisés ou désorganisés.



Pierre MENDES-FRANCE

Un peuple, au XX^{ème} siècle, ne bâtit pas son destin par procuration »

Ainsi la France se diviserait en deux camps dont l'antagonisme ne pourrait se vider que par la force...

... Ce qui s'est fait en Algérie, les attentats terroristes, les camps de concentration, les prétentions de certains militaires à s'emparer du pouvoir, tout cela qui a commencé là-bas est apparu ici quelque temps après.

Or, nous voyons maintenant à Oran, à Alger, l'horreur de la violence se déchaîner ! Se gonfler de plus en plus ! Nous voyons la civilisation craquer, deux communautés s'opposer les armes à la main. Elles s'entre-déchirent de plus en plus sauvagement, et leurs surenchères, leurs représailles indéfinies rendent de plus en plus difficile le règlement auquel il faudra tout de même en venir à la fin...

... Deux populations s'abandonnent aux délires les plus hallucinants

orchestrés tantôt par les you-you des femmes musulmanes, tantôt par le concours burlesque des casseroles et des klaxons ! Il n'y a plus de service d'ordre capable de séparer les deux communautés. Chacune prend maintenant à peu près librement ses décisions d'agression, de défense ou de pose, selon sa propre tactique.

La mission d'un vrai gouvernement

Dans certains quartiers d'Alger, dans certains bleds plus ou moins lointains, ni la police, ni l'armée, ni l'administration française ne pénètrent plus. Ce sont comme des îlots d'une Algérie FLN déjà indépendante. Et dans certaines villes de l'intérieur, les éléments de l'armée, infiltrés ou dominés plus ou moins par l'O.A.S., ont conservé ou repris en main tout le quadrillage, sans que la Délégation générale ou l'Administration y exerce le moindre contrôle : ce sont comme des îlots d'une Algérie française OAS échappant totalement au contrôle du gouvernement. Il n'y a plus d'État, ou bien ce qui en reste est chaque jour bravé, bafoué, impuissant, discrédité.

Or, ce que nous voyons avec consternation et douleur aujourd'hui au-delà de la Méditerranée, c'est ce qui risque de se produire ici, peut-être un jour prochain... »

L'orateur en vient à dénoncer la politique du régime gaulliste et les illusions qu'il a entretenues.

« ... J'ai eu l'occasion dès 1958 de dire que le chantage appelle toujours le chantage. Qui a cédé une fois s'est d'avance assujéti à un chantage futur. Jamais celui qui subit le chantage n'y échappe en transigeant, en cédant plus ou moins. Pour se dégager du chantage, dans la vie publique comme dans la vie privée, il n'y a qu'un moyen : y résister avec une résolution tellement nette, tellement déterminée que l'auteur de la menace le plus souvent renonce lui-même à y donner suite. Du jour où de Gaulle rendit hommage à Salan, son « féal », on ne pouvait plus douter que

les prétoriens s'enhardiraient et que son pouvoir, absolu dans les petits papiers de M. Michel Debré et de M. Léon Noël, ne serait jamais en réalité ni effectif, ni respecté...

... La première mission d'un gouvernement, d'un régime, quel qu'il soit, c'est de fournir des procédures pacifiques, acceptées par tous, pour dénouer les antagonismes et les oppositions. C'est un fait que la V^e République n'a pas rempli cette mission et qu'elle la remplit de moins en moins. Pourquoi ? Parce qu'elle s'est privée de la seule force qui, dans ce siècle, permet de surmonter toutes les résistances : la force de l'opinion, celle des masses...

... Tout a été fait, depuis des années, pour faire oublier aux Français leurs responsabilités civiques. Toute la propagande invite à une adhésion passive, à une démission permanente, et c'est apparemment cette adhésion, cette démission, ce silence dans les rangs, que le général De Gaulle appelle « la cohésion nationale »...

... Un homme, quels que soient ses services passés, son prestige, ne tient pas lieu d'État à lui seul, tout comme le sens de la formule, le style, l'appel à la grandeur ne tiennent pas lieu de politique. Un État moderne, efficace, comporte des institutions équilibrées dont une au moins traduit la volonté du peuple et est chargée de l'exprimer et de la faire prévaloir. Si tel n'est pas le cas, si tous les droits légaux sont délégués à un homme, aussi illustre soit-il, il ne peut pas à lui seul imposer aux résistances et aux oppositions le respect dû à la loi et à l'intérêt général. Le contact entre le pays et le régime n'est pas assuré lorsque le chef de l'État se contente de chercher dans les provinces l'approbation passive ou les acclamations d'hommes et de femmes qui, en dehors de cela, ne sont aucunement consultés sur les décisions qui commandent l'avenir du pays et le nôtre...

... En fait le blanc-seing confié au pouvoir n'a permis de régler aucun problème. Il aboutit à l'échec non parce qu'on s'est trompé sur le choix d'un homme et parce qu'un autre homme aurait pu faire mieux mais plus

profondément parce qu'au XX^e siècle, un peuple n'assume pas son destin par procuration. Les régimes de pouvoir personnel, en France comme à l'étranger, se sont toujours terminés par des crises douloureuses, parfois tragiques. Toujours la guerre civile les menace. Eh bien, la guerre civile, il faut la devancer...

... Ainsi donc c'est du pays, et du pays lui-même, que dépend largement la persistance ou la fin de cette pression qui s'exerce sur lui depuis des années et qui paralyse toute notre vie publique. Seulement beaucoup de Français ne voient pas par quel moyen ils pourront exercer leur action et peser sur les décisions. Normalement, c'est aux partis républicains et démocratiques qu'il appartient d'intervenir. En fait, l'influence des partis traditionnels est aujourd'hui réduite. Leurs erreurs passées expliquent une perte de crédit auprès du pays, qui les prive du moyen de jouer le rôle d'animation qui leur reviendrait en d'autres temps. Qu'on le regrette ou qu'on s'en réjouisse, ce ne sont donc pas les partis traditionnels qui peuvent, à eux seuls, réaliser ce redressement. Mais il n'est pas une femme, il n'est pas un homme dans ce pays qui ne puisse contribuer, pour sa part et de sa place, à la formation et au développement d'un grand mouvement politique qui est devenu nécessaire...

... Devant la guerre civile qui nous menace, il faut d'abord qu'une résolution générale se forme pour l'interdire.

Comment cette résolution pourra-t-elle s'exprimer ? On le verra, si elle existe, elle suscitera à coup sûr ses moyens d'expression, et elle trouvera, comme toujours en pareil cas, une organisation qui la traduise...

Pas de malentendus

... La menace de putsch est singulièrement dévalorisée dès lors que l'engagement est pris solennellement par tous d'y opposer aussitôt la grève générale et un refus total de coopération à tous les échelons de la société, des transports, de l'organisation écono-

mique, de l'administration et, bien sûr, de l'armée (le contingent a montré en avril ce que cela signifiait)...

... Enfin la mutation politique, le passage de la V^e République à ce qui doit lui succéder sont singulièrement facilités aussi si partout l'opinion, les hommes qui parlent en son nom — la presse qui la traduit — exigent que devant l'usure accélérée du régime soit préparée dès maintenant par tous ceux qui exercent une influence ou occupent une fonction politique, syndicale ou autre, la transition vers l'avenir, c'est-à-dire la constitution d'un gouvernement de transition chargé d'une mission brève et limitée, sur laquelle j'ai des propositions précises à faire...

... Il ne peut pas y avoir de malentendu. Il ne s'agit évidemment pas de refaire ce genre d'union nationale très classique, une de ces combinaisons équivoques entre hommes fondamentalement opposés sur l'essentiel, mais d'accord seulement pour l'immobilisme — une de ces coalitions qui ont fourni tant de fois à ceux qui y participaient dans le passé un alibi commode pour ne rien faire, pour laisser pourrir les choses. Ce qu'il nous faut aujourd'hui, c'est tout autre chose. C'est même le contraire. C'est un gouvernement de mouvement, vigoureux, animé par la foi et l'impatience d'un peuple auquel on aura rendu la parole et l'espoir.

Puisqu'il s'agit de rendre enfin possible un véritable départ de ce pays vers un nouveau politique, ce gouvernement devra avancer très rapidement, très hardiment, vers la solution des affaires qui constituent de véritables préalables. C'est pourquoi deux séries de tâches incomberont à ce gouvernement provisoire, l'une qui à trait à l'Algérie, l'autre aux institutions politiques futures du pays.

En deux mois ces problèmes peuvent être transformés d'une manière irréversible.

D'abord l'Algérie.

Il faut — et on peut, sans autres délais, faire la paix en Algérie. Les bases de cette paix ne sont vraiment plus très difficiles à déterminer car 8 ans de guerre ont conduit à une situation qui

est devenue parfaitement claire et qui ne laisse plus guère d'alternative.

Tout le monde sait aujourd'hui que l'Algérie sera indépendante. Tout le monde sait que l'Algérie sera gouvernée par le F.L.N. Tout le monde sait que le Sahara sera algérien et que son pétrole, exploité avec notre concours ou par nous, sera vendu en France. Tout le monde sait que la nouvelle république algérienne ne pourra pas ne pas avoir avec la France des relations d'une nature particulière et qui seront déterminées beaucoup plus par des nécessités profondes qui découlent de l'histoire, de la géographie, de la culture, des intérêts, que par les dispositions tatillonnes et minutieuses du futur traité...

... Mais une question se pose. Si demain un accord intervenait entre le gouvernement français et le GPRA, comment le ferait-on accepter et respecter par tous ? Comment en imposerait-on l'application à ceux qui proclament dès aujourd'hui qu'ils se dresseront contre un arrangement quel qu'il soit s'il ne traduit pas purement et simplement la politique de l'Algérie Française.

J'ai sur ce point une conviction et une réponse catégorique.

Si le pays se réveille maintenant, s'il exige vigoureusement la paix, s'il soutient de toutes ses forces les efforts qui seront faits pour un règlement négocié, personne ne pourra en fait s'y opposer... »

Pierre Mendès-France en vient alors à exposer la deuxième tâche nécessaire à accomplir : la réforme des institutions.

« ... Mais il y a une seconde nécessité, de caractère préalable aussi, et qui devra être affrontée en même temps : il faudra préparer pour la France un régime normal et efficace qui assurera au pays le moyen d'orienter lui-même désormais sa politique et arrêter souverainement les solutions à apporter aux difficultés, au dedans comme au dehors.

Ce que la IV^e République n'a pas su faire — c'est bien, pourquoi il faut en éviter coûte que coûte cette réédition —

ce que la V^e République n'a pas su faire non plus, nous devons le réaliser enfin. Il n'y aura pas demain d'effort national de longue haleine dans ce pays, même la guerre d'Algérie terminée, sans un État, un État dynamique et juste, c'est-à-dire expression d'un peuple tout entier attaché à bâtir son destin. Il n'y aura pas de croissance économique plus soutenue, pas de politique agricole à long terme, pas de réforme des structures sociales, pas de démocratisation de l'enseignement sans un État rénové. L'heure est venue de réunir tous ceux qui veulent hâter le processus qui nous donnera enfin ces chances.

Le gouvernement de transition devra donc, dans le même délai de deux mois, saisir le pays de propositions précises pour les réformes de ses institutions. Il est possible de bâtir une république moderne, dans laquelle l'exécutif, parce qu'il reste fidèle à son origine démocratique, jouit d'une autorité, d'un pouvoir dont il a cruellement manqué en France dans le passé, alors que d'autres pays ont su choisir des institutions démocratiques efficaces ; nous pourrions nous inspirer de leur exemple... »

Mais cela suppose que chacun se sente concerné :

« ... Partout désormais, dans les partis, dans l'administration, dans les organisations syndicales et professionnelles, les préoccupations doivent dépasser le cercle qui les limite normalement. Partout on doit œuvrer pour mettre un terme aux errements et aux faiblesses actuelles. Devant l'éventualité d'un chaos très proche, la volonté nationale doit ressurgir. De partout doit venir la revendication d'un État rénové et démocratique sans lequel il n'existe pas de réconciliation, pas d'unité, pas de communauté nationale... »

Répondant à une question sur le P.S.U., Pierre Mendès-France déclare notamment que, membre de ce parti, il avait été encouragé par la déclaration de son Bureau National publiée deux jours auparavant, et, soulignant les similitudes de cette déclaration avec sa conférence de presse, il ajoute : « Cela ne permet pas le moindre

malentendu ou la moindre équivoque ».
« ... Tout à l'heure un représentant d'un syndicat m'a demandé si dans la préparation de la future constitution, les représentants des syndicats pourront soumettre des suggestions concernant les problèmes économiques, les problèmes sociaux, les problèmes de structure. Mais bien sûr ! Non seulement ils le pourront mais c'est nécessaire, c'est indispensable ! J'ai dit tout à l'heure dans une phrase qui peut-être vous a échappé que moi-même dans ce domaine et sur ces questions, je voudrais aussi, le moment venu, participer aux débats et apporter des suggestions. Mais je ne pense pas qu'aujourd'hui, alors que nous sommes seulement en train d'ébaucher les possibilités de rencontre, nous puissions entrer dans le détail... »

« ... Quant au problème du statut des Français d'Algérie, ce n'est pas par la prolongation de la guerre qu'on peut lui trouver une solution. C'est un problème qui nécessite forcément un accord avec les Algériens, c'est-à-dire que c'est un problème qui passe par la négociation.

J'ajoute que plus la négociation tarde, plus les rancunes, plus les haines s'aggravent, plus le choc des deux communautés se dramatise, plus cette conversation est difficile ; et plus il sera difficile, le moment venu, d'obtenir peut-être un certain nombre des garanties dont nous avons besoin. C'est une raison de plus pour hâter la négociation et pour entrer très vite dans un rapprochement, dans une confrontation qui sont indispensables... »